

# VERS UN ARRONDISSEMENT ÉLECTORAL DU CENTRE

Dans le Hainaut, Elio Di Rupo, Olivier Chastel et Benoît Lutgen sont prêts à doper l'arrondissement de Soignies. Une victoire pour les patriotes de cette sous-région. Et une aubaine électorale pour le PTB.

PAR NICOLAS DE DECKER

**D**evinette politique. Imaginez les trois présidents des trois plus grands partis francophones, Elio Di Rupo (PS), Olivier Chastel (MR) et Benoît Lutgen (CDH). Imaginez-les se rencontrer discrètement, assistés de leurs plus fiables experts, appuyés sur des kilogrammes d'études, de simulations et de projections compliquées. Ils l'ont fait plusieurs fois ces dernières semaines. Que mettent-ils, de si important à l'ordre du jour ? Le combat contre le terrorisme ? Non. L'avenir de l'Europe ? Pas davantage. Les perspectives de l'économie wallonne ? Encore moins. Non, car quand se réunit le présidentiel triumvirat, c'est pour parler de choses sérieuses. Ils discutent donc de la réforme des circonscriptions régionales wallonnes, rendue indispensable par une décision de la Cour constitutionnelle, appuyée ensuite par le Conseil d'Etat.

Ceux-ci obligent la Wallonie à redécouper ses circonscriptions électorales parce que les plus petites d'entre elles (Thuin et Arlon-Marche-Bastogne avec trois sièges, et Neufchâteau-Virton, avec deux

seulement) privent les petits et moyens partis de parlementaires à Namur.

Devant la gravité de l'affaire, qui demande l'adoption d'un décret spécial à la majorité des deux tiers, donc un très large compromis, le gouvernement wallon (PS-CDH) s'est de facto dessaisi de la question. « Nous sommes toujours dans la phase d'analyse des arrêts », se contente-t-on d'ailleurs de communiquer au cabinet du ministre-président wallon Paul Magnette (PS). C'est que la vérité est ailleurs : en l'occurrence dans les mains des présidents de partis. Ils se sont mis d'accord pour fusionner les deux arrondissements luxembourgeois en une circonscription de la taille de la province. C'était le plus facile.

Il leur faut maintenant s'accorder sur le plus compliqué : le Hainaut et, en particulier, le devenir de la circonscription de Thuin, de ses électeurs et de ses élus, surtout socialistes. L'hypothèse de départ, à laquelle se rangeaient, nous dit-on, Paul Magnette et Paul Furlan, les deux plus importantes figures du parti le plus puissant dans ces arrondissements, prônait la simple fusion des circonscriptions de Thuin et de Charleroi. L'idée se drapait

dans la légitimité de l'histoire politique : jusqu'à 2003 et pendant des décennies, Charleroi-Thuin avait envoyé des parlementaires à Bruxelles.

## Surenchère patriotique

Cette pulsion nostalgique a été brisée par l'irruption d'un printemps des peuples inattendu. Celui des communes du Centre, emmenées par le député fédéral et bourgmestre de Binche, Laurent Devynck (PS). Président de la communauté urbaine du Centre (CUC), il a proposé, début mars, que les treize conseils communaux de ladite communauté profitent de l'ouverture de ce débat pour réclamer la création d'un arrondissement sociologiquement cohérent. Il n'a pas été suivi à Anderlues, que le bourgmestre, et par ailleurs président de la fédération socialiste de Thudinie, Philippe Tison, proche de Paul Furlan, estime devoir se rattacher à Charleroi. Pas suivi non plus à Chapelle-lez-Herlaimont, ni à Merbes-le-Château. Pour le reste, la proposition a soulevé un réel enthousiasme, dans une sous-région se sentant souvent sous-estimée, donc lésée par les autres bassins hennuyers. Le Louviérois Olivier Destrebecq (MR) va même plus loin que son collègue député fédéral. Il réclame que ce redécoupage électoral se double de l'installation d'un arrondissement administratif du Centre.

Les présidents de partis sont sensibles à cette cause. Surtout, semble-t-il, Elio Di Rupo. Le Montois, affirment certains Carolos, serait soucieux de ne pas voir se constituer une trop puissante fédération carolorégienne à l'est de sa province. Et puis, il est né à Morlanwelz, et a grandi à Piéton. Deux communes du Centre qui ne regardaient ni vers Thuin, ni vers Charleroi, mais qui en dépendaient pourtant électoralement et administrativement. C'est donc sur cette base qu'un grand accord est prévu, après d'encore longues et nombreuses réunions. L'enjeu le mérite bien. ♦

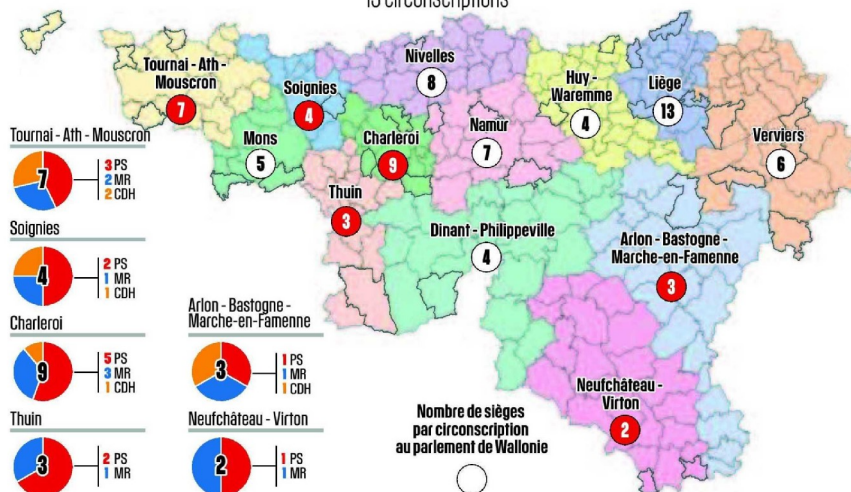
## Le PTB aurait doublé son nombre de députés wallons

Appliquée aux résultats du scrutin régional du 25 mai 2014, la réforme portée par Laurent Devynck et les élus du Centre aurait un peu affaibli la majorité PS-CDH, et aurait doublé le contingent PTB sur le Grognon namurois, révèle la simulation ci-dessus, réalisée par Pascal Delwit (Cevipol-ULB) pour Le Vif/L'Express. L'arrondissement électoral du Centre auquel pensait le président de la CUC, compterait les actuelles communes de la circonscription de Soignies, grevée d'Enghien, de Sillery et de Lessines, plutôt libérales et rattachées à la

Wallonie picarde, mais augmentées de Manage et Seneffe, piquées à Charleroi, et d'Anderlues, Binche, Estinnes, Merbes-le-Château et Morlanwelz, subtilisées à Thuin et toutes très socialistes. L'opération aurait principalement profité au PTB, que quelques voix seulement avaient privé d'un siège à Charleroi, et probablement d'un deuxième à... Soignies via l'apparement provincial en mai 2014. Ces deux députés wallons PTB auraient privé un socialiste et un démocrate humaniste de leur mandat namurois, réduisant donc la majorité actuelle de deux sièges.

### Elections régionales 2014

13 circonscriptions



### Projection Cevipol sur la base des résultats des régionales de 2014

11 circonscriptions

